



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO



NOUVEAU MANDAT

**Une approche globale pour
la protection des civils :**

**“ EFFICACE, RAPIDE,
DYNAMIQUE ET INTEGREE ”**

Plus de vigueur, plus de responsabilité partagée

Par Théophane Kinda*



Le mois de décembre est celui des fêtes de fin d'année. Il est aussi, pour l'année 2019, celui qui marque la fin d'un mandat et le début d'un autre pour la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). En effet jeudi 19 décembre 2019, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté la Résolution 2502 qui donne, jusqu'au 20 décembre 2020, un nouveau mandat d'un an à la Mission onusienne. Comme dans la précédente, l'actuelle feuille de route met, une fois de plus, la protection des civils et le renforcement des institutions étatiques au centre des préoccupations.

Votée au lendemain de douloureux événements survenus à Beni dans la province du Nord-Kivu et que nous évoquons abondamment dans ce magazine, la Résolution 2502 note cependant la diminution positive des zones d'insécurité sur l'ensemble du territoire congolais. Ce constat réel se traduit par la réduction envisagée, au cours de ce nouveau mandat, du nombre des militaires et l'augmentation en nombre des policiers sur terrain.

On comprend logiquement que les policiers, par leur mission, contribuent à assurer l'ordre et la sécurité publics dans les centres urbains et dans les agglomérations où les groupes armés ne constituent plus une réelle menace. Cela est un signe d'une amélioration.

Le nouveau mandat de la MONUSCO est voulu plus vigoureux. Pour preuve, le Conseil de sécurité enjoint la Mission « d'améliorer davantage l'efficacité de la Brigade d'intervention de la force de façon à ce que les opérations visant à protéger les civils et neutraliser les groupes armés soient efficaces, rapides, dynamiques et intégrées, notamment en donnant pleinement suite aux évaluations déjà menées dans le but de redynamiser l'efficacité opérationnelle de la Brigade d'intervention, en lui affectant de nouveaux officiers d'état-major selon ce que le quartier général de la force de la MONUSCO aura jugé approprié... » .

En termes clairs, on attend plus de vigueur de la Mission onusienne. Mais pendant les 12 prochains mois de son nouveau mandat, la MONUSCO est aussi appelée à apporter son « appui à la stabilisation et au renforcement des institutions de l'Etat en République démocratique du Congo ainsi qu'aux principales réformes de la gouvernance et de la sécurité ». Au gouvernement congolais, il appartient de remédier aux causes structurelles des conflits d'instabilité et de violence en menant des réformes appropriées. Un devoir qui incombe aux Congolais.

En fin de compte, au regard de l'examen stratégique indépendant, cette responsabilité partagée devra aboutir à un calendrier de retrait responsable et durable de la MONUSCO de la RDC.

*Coordonnateur de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO

Sommaire

- 3 A LA UNE**
Le général Abdounasir Awalé, lauréat 2019 du "Prix de l'Agent de changement" de l'ONU
- 4** Le Prix de la Policière des Nations Unies de l'année 2019 décerné à la Sénégalaise Seynabou Diouf
- 5 ACTUALITE**
RDC : Protection des civils et renforcement des institutions de l'Etat au coeur du nouveau mandat de la MONUSCO
- 7** Le Secrétaire général nomme le général Ricardo Augusto Ferreira Costa Neves du Brésil, commandant de la Force de la MONUSCO
- 8 PROTECTION**
Jean-Pierre Lacroix souligne la volonté des autorités congolaises de maintenir le partenariat avec les Nations Unies
- 10** Incompréhension de la MONUSCO par une partie de la population congolaise
- 13** "La Coordination est indispensable"
- 14** Les FARDC formées par la MONUSCO aux techniques de combats dans la jungle
- 15** Tous, dressés contre les discours de haine au Sud-Kivu
- 16** Les déplacés de Bijombo dans les hauts plateaux d'Uvira attendent une aide humanitaire d'urgence
- 17** Très bons résultats de la stratégie mise en place par UNPOL pour lutter contre l'insécurité à Uvira
- 18** Les préoccupations sur la sécurité des populations civiles au centre de la visite de la Cheffe de la MONUSCO au Nord-Kivu
- 20** Leila Zerrougui à l'écoute des populations vulnérables de Pinga et de Kitshanga
- 21 STABILISATION**
Les bailleurs de fonds du programme de stabilisation rentrent satisfaits de leur visite en Ituri
- 23** Laborieux travail du gouvernement provincial et de la MONUSCO pour la cohabitation pacifique des communautés dans le territoire de Djugu

Les commentaires et avis émis dans ce magazine par des personnes étrangères à la MONUSCO n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de la DCSIP
Charles Antoine Bambara

Chef de l'Unité Multimedia & P.C.
Nana Rosine Ngangoue

Rédacteur en Chef
Leonard Mulamba

Graphiste Designer
Jésus Nzambi Sublime

Photographes
Myriam Asmani, Michael Ali, MPIO

Contributeurs

Tom Tshibangu, Martial Papy Mukena, Expert Mwamba Mubi, Jean-Tobie Okala, Ado Abdou, Annie Anyado, Sy Koumbo, Fiston Ngoma, Alexandre Essome, Marylène Seguy, Mbaye Diop

Produit par l'Unité de Multimedia et Production de Contenu de la Division de la Communication Stratégique de l'Information publique
Contact : 12, avenue des Aviateurs - Kinshasa/Gombe - Téléphone : (243) 81 890 6392- (243) 81 890 6945



Le général Abdounasir Awalé, lauréat 2019 du « Prix de l'Agent de changement » de l'ONU

Le Chef de la Composante Police (UNPOL) de la MONUSCO, le général Awalé ABDOUNASIR, est le lauréat 2019 du Prix du Secrétaire général des Nations Unies, catégorie « *Agent de changement* », a annoncé l'ONU le 21 novembre à New York. Le prix a été remis au général Awalé ABDOUNASIR le 25 novembre à Kinshasa par Mme Catherine Pollard, Secrétaire générale adjointe chargée des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, alors en visite de travail en République démocratique du Congo.

Ce prix a été créé pour honorer des membres ou des groupes du Secrétariat des Nations Unies dont les résultats de travail vont au-delà des espérances et qui ont un impact positif en termes d'innovation et de changement qualitatif dans leur environnement de travail.

Sous le leadership avisé du général ABDOUNASIR, la Police de la MONUSCO a, en effet, eu un bilan reluisant notamment dans le domaine de la protection des civils, de concert avec la Force de la MONUSCO par le partage de renseignements opérationnels.

Le général ABDOUNASIR a aussi réalisé une prouesse dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels (SEA). A son arrivée en 2016, la Police de la MONUSCO enregistrait plusieurs cas d'allégations d'exploitation et d'abus sexuels impliquant des membres de son personnel. En 2018, pour la première fois aucun cas n'a été enregistré, une réussite qui est le résultat d'un travail acharné. Le Chef de la Composante Police a, en effet, mis en place des directives, des notes, de multiples groupes de travail, une sensibilisation journalière contre

l'exploitation et les abus sexuels, et surtout une surveillance tous azimuts pour en arriver à ce point.

Sous la direction du général ABDOUNASIR, la police de la MONUSCO a, par ailleurs, mis sur pied un groupe de travail sur la maladie à virus Ebola, qui a participé à la riposte contre cette épidémie. Par des séances de sensibilisation, la sécurisation des centres de traitement d'Ebola et la géolocalisation, les éléments de la Police de la MONUSCO ont contribué grandement au recul de l'épidémie observé sur le terrain. Et tout ceci a été réalisé dans un contexte sécuritaire complexe en République démocratique du Congo, où les groupes armés continuent de sévir au sein des communautés.

Rappelons que le Général ABDOUNASIR est à la tête de la Police de la MONUSCO depuis 2016. Il totalise près de 10 ans dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies. Il a débuté comme Officier de Police Individuel dans la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire où il a occupé plusieurs postes avant de devenir le Chef de la Composante Police. Il a aussi dirigé la Police des Nations Unies au Mali. ■



Le Prix de la Policière des Nations Unies de l'année 2019 décerné à la Sénégalaise Seynabou Diouf

La Sénégalaise Seynabou Diouf est la lauréate 2019 du Prix de la Policière des Nations Unies, a annoncé l'ONU vendredi 1^{er} novembre. Commandante au sein de la Police nationale du Sénégal, Seynabou Diouf a été récompensée pour son service au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Par ONU Info

Au sein de la MONUSCO, la Commandante Diouf dirige actuellement un groupe de travail pour aider à prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels à Goma, dans le Nord Kivu. La policière sénégalaise est également responsable du Réseau des femmes de la police de la MONUSCO qui relie des policières dans des activités de formation, d'accompagnement et de développement professionnels et d'appui mutuel.

Le Prix de la policière de l'ONU a été créé en 2011 pour honorer la contribution exceptionnelle des femmes officiers de police aux opérations de paix des Nations Unies ainsi qu'à l'autonomisation des femmes.

Le comité de sélection a récompensé la Commandante Diouf pour son service exemplaire, qui a eu un impact direct et positif au sein de la population locale et de la Police nationale congolaise.

« Par son travail en appui aux survivants de violences sexuelles au sein du Réseau des femmes de la police de la MONUSCO et ses initiatives visant à renforcer la police de proximité dans la Police nationale congolaise, la Commandante Diouf incarne l'esprit de cette récompense ainsi que les valeurs de l'Organisation », a déclaré le Commissaire Luis Carrilho, Conseiller de police des Nations Unies, dans un communiqué de presse. « Elle est un exemple pour nous tous », a-t-il ajouté.

Seynabou Diouf, qui a plus de 33 années d'expérience au sein de la Police nationale sénégalaise, s'est dit très honorée de recevoir cette distinction. *« Cela compte beaucoup pour moi. La prévention de l'exploitation et des abus sexuels est une priorité*

pour moi, pour mon équipe et pour la MONUSCO. Nous sommes récompensés de nos efforts », a-t-elle déclaré.

Elle a indiqué qu'aucune allégation n'a été rapportée à l'encontre de la police de la MONUSCO cette année. *« Mais nous pouvons toujours faire davantage - une seule allégation est une de trop », a dit la Commandante Diouf.*

« Nous devons continuer de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour veiller à ce que ce chiffre reste à zéro et que les victimes d'abus reçoivent toute l'assistance nécessaire », a-t-elle souligné.

Le Prix 2019 de la policière de l'ONU a été remis à Seynabou Diouf lors d'une cérémonie qui s'est tenue le 5 novembre 2019, au siège des Nations Unies, à New York, à l'occasion de la 14^e édition de la semaine de la police de l'ONU. Semaine réunissant des officiers et experts de police de 14 missions de maintien de la paix, de missions politiques spéciales et de bureaux régionaux qui abordent les questions de performance, de renforcement de la conduite et de la discipline et de la pérennisation de la paix à travers la promotion des droits de l'homme.

Plus de 10 000 policiers de l'ONU sont déployés dans des opérations de paix de par le monde pour aider à renforcer la paix et la sécurité en appuyant les Etats membres dans des situations de conflit, d'après-conflit et de crise.

Les Nations Unies visent à déployer 30% de femmes parmi les officiers de police et 20% parmi les unités de police constituées d'ici à 2028. Plus de 1.400 policières servent actuellement dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU. La Commandante Diouf a été sélectionnée parmi 30 candidates de huit missions. ■



Cherith Norman-Chalet, Représentante permanente adjointe par intérim des Etats-Unis auprès de l'ONU et Présidente du Conseil de sécurité pour le mois de décembre, préside la réunion du Conseil de sécurité sur la situation en République démocratique du Congo (RDC), le 19 décembre 2019

RDC : Protection des civils et renforcement des institutions de l'Etat au cœur du nouveau mandat de la MONUSCO

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a décidé de proroger, jusqu'au 20 décembre 2020 le mandat de la Mission des Nations unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) et, à titre exceptionnel, celui de sa Brigade d'intervention.

✍ Par Nana Rosine Ngangoue/MONUSCO

Selon la Résolution 2502 votée à l'unanimité des membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la MONUSCO maintiendra un effectif maximum autorisé de 14 000 militaires, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 591 policiers et 1050 membres d'unités de police constituées. Le Conseil approuve également, à titre temporaire, le déploiement de 360 membres supplémentaires d'unités de police constituées, qui seront déployés en remplacement du personnel militaire.

Notant l'évolution positive de la situation sur le terrain, en particulier dans les régions où les groupes armés ne posent plus de réelle menace, le Conseil a demandé au Secrétaire général « d'envisager la

réduction des effectifs militaires et la zone d'opération de la MONUSCO », ainsi que le transfert progressif des tâches de la MONUSCO au Gouvernement de la RDC et ses partenaires, en vue d'un « retrait responsable de la MONUSCO ».

Le nouveau mandat confié à la MONUSCO s'articule sur deux principales priorités, à savoir : la protection des civils et l'appui à la stabilisation et le renforcement des institutions de l'Etat en République Démocratique du Congo (RDC).

Une approche globale pour la protection des civils

Comme dans ses précédentes résolutions, le Conseil de Sécurité souligne la nécessité pour la MONUSCO d'assurer la protection « efficace, rapide, dynamique et intégrée »

des civils se trouvant sous la menace des violences physiques dans les provinces où la Mission est actuellement déployée et en particulier à l'Est de la RDC. La Mission est invitée à maintenir « *un dispositif préventif et une présence mobile, flexible et robuste, y compris en organisant des patrouilles actives, pédestres et motorisées dans les zones à haut risque* ».

L'approche globale de protection des civils mise en avant par le Conseil de Sécurité encourage la MONUSCO à mener, à l'appui des autorités de la RDC, de façon unilatérale ou conjointement avec les FARDC, des offensives ciblées et énergiques en vue de neutraliser les groupes armés et contribuer à réduire la menace qu'ils constituent pour l'autorité de l'Etat et la sécurité des civils dans le pays.

Le Conseil demande explicitement aux FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo) et à la MONUSCO de mener des opérations conjointes, notamment des activités de planification et de coopération tactique, afin de veiller à ce que tous les efforts possibles soient faits pour dissuader et empêcher les groupes armés d'agir, ou intervenir pour mettre fin à leurs actes ».

Cependant, la MONUSCO est priée de s'assurer que l'appui fourni aux opérations menées par les forces de sécurité nationales, notamment sous la forme de rations ou de carburant, ne le soit « *que dans le cadre d'opérations conjointes, planifiées et exécutées en commun* ». L'appui de la MONUSCO aux FARDC et à la Police Nationale Congolaise (PNC) doit faire l'objet « *d'un contrôle et d'un examen minutieux* » et doit être « *strictement conforme à la politique de diligence voulue en matière de droits*

Appuyer la stabilisation et renforcer les institutions de l'Etat

En vue de doter l'Etat d'institutions fonctionnelles et responsables, notamment dans le domaine de la sécurité et de la justice, le Conseil de Sécurité demande à la MONUSCO d'apporter un appui au renforcement de ces institutions à travers les principales réformes de la gouvernance et de la sécurité. C'est là le second objectif prioritaire du nouveau mandat de la MONUSCO.

Dans ce cadre, la MONUSCO est appelée à offrir au gouvernement congolais des conseils stratégiques et techniques afin d'accélérer la réforme du secteur de sécurité, notamment en appuyant l'élaboration d'une stratégie nationale commune et un plan d'exécution assorti d'indicateurs et d'échéances. Pour le Conseil, cette réforme doit être « inclusive » et doit garantir « *la sécurité et la justice pour tous par l'intermédiaire d'institutions chargées de la justice et de la sécurité qui soient indépendantes et responsables* ».

Au titre de cette seconde priorité, la MONUSCO devra également, entre autres, offrir une assistance technique au Gouvernement pour l'aider à procéder à la consolidation d'une « *structure nationale civile efficace qui contrôle les principales activités minières et gère équitablement l'extraction, le transport et le commerce des ressources naturelles dans l'est du pays* », en coordination avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Région des Grands Lacs, précise le Conseil.

Le Conseil recommande en outre l'adoption « *d'une approche ciblée, graduelle et ordonnée de la stabilisation fondée sur une analyse actualisée des conflits, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie internationale d'appui, en matière de sécurité et de stabilisation et de l'adoption d'une démarche tenant compte*

des risques de conflit dans toute la zone ».

Une stratégie pour un retrait « responsable » de la MONUSCO

Se fondant sur les conclusions de l'examen stratégique indépendant et des conditions qui y sont définies pour une transition réussie et un retrait responsable de la MONUSCO, le Conseil souligne que dans cette perspective du retrait de la MONUSCO, « *il est nécessaire de transférer progressivement les tâches de la Mission au Gouvernement de la RDC, à l'équipe de pays des Nations Unies et aux autres parties prenantes concernées* ».

L'examen stratégique indépendant a recommandé un minimum incompressible de trois années à la période de transition, avant le retrait effectif de la MONUSCO. Le Conseil souligne cependant que ce calendrier ne pourra être respecté que « *si le Gouvernement de la République démocratique du Congo mène les réformes qu'il a annoncées en vue de remédier aux causes structurelles du conflit* ». ■



Le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 2502 (2019), renouvelant le mandat de la MONUSCO, jusqu'au 20 décembre 2020

de l'homme de l'ONU », faute de quoi cet appui sera suspendu, prévient le Conseil.

Par ailleurs, le Conseil souligne la nécessité d'améliorer d'avantage l'efficacité des forces de la MONUSCO, y compris celle de sa Brigade d'intervention. Il demande, pour ce faire, que le Secrétaire général prenne toutes les mesures possibles, « *pour que la MONUSCO puisse atteindre sa pleine capacité opérationnelle et soit apte à s'acquitter de son mandat* ».

Le Conseil de Sécurité s'est dit préoccupé par les campagnes de désinformation ayant pour objectif de saper la crédibilité de la Mission et de nuire à sa performance. Allusion faite certainement aux récents événements à Beni, au Nord Kivu, suites aux violentes manifestations contre la MONUSCO et les équipes de riposte contre la maladie à Virus Ebola, en réaction aux tueries attribuées aux ADF. Le Conseil demande à la MONUSCO de mettre en place, avec le gouvernement congolais, une stratégie comportant des mesures concrètes visant à renforcer la confiance et la compréhension de la population à l'égard de l'action menée par la MONUSCO dans le pays.

Le Secrétaire général nomme le général Ricardo Augusto Ferreira Costa Neves du Brésil, commandant de la Force de la MONUSCO

Par Tom Tshibangu/MONUSCO



Le général Ricardo Augusto Ferreira Costa Neves lors d'une intervention devant le Parlement amazonien

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, a annoncé, mercredi 4 décembre 2019, la nomination du général de corps d'armée Ricardo Augusto Ferreira Costa Neves, du Brésil, au poste de commandant de la Force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Il succède au général de corps d'armée Elias Rodrigues Martins Filho, lui aussi du Brésil. Ce dernier a achevé son mandat le 31 octobre 2019. Le Secrétaire général le remercie pour son dévouement total et son leadership à la tête de la composante militaire de la MONUSCO.

Le général de corps d'armée Costa Neves est actuellement Directeur de l'évaluation et de la promotion au commandement de l'armée brésilienne. Il est à ce poste

depuis fin 2018. Il a mené une carrière militaire distinguée au sein des forces armées brésiliennes pendant plus de 30 ans. Il a notamment été commandant de l'Académie militaire, responsable de la formation et de l'éducation des jeunes officiers.

Plus tôt dans sa carrière, il a occupé le poste de commandant de la 17e brigade d'infanterie de la jungle de 2015 à 2017, ainsi que celui de commandant de la 62e brigade d'infanterie, entre 2008 et 2010.

Le général de corps d'armée Costa Neves a également une expérience dans le maintien de la paix. Il a été observateur militaire à la Mission de vérification des Nations Unies en Angola III (UNAVEM III), de 1995 à 1996.

Le général de corps d'armée Costa Neves est diplômé de l'École supérieure de guerre du Brésil. ■

Visite en RDC du Secrétaire général adjoint des Nations Unies

Jean-Pierre Lacroix souligne la volonté des autorités congolaises de maintenir le partenariat avec les Nations Unies



Jean-Pierre Lacroix au cours de la conférence de presse à Kinshasa

En séjour en République démocratique du Congo du 20 novembre au 2 décembre 2019, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix, M. Jean-Pierre Lacroix, a constaté de la part de différentes autorités congolaises, tant civiles que militaires, « *une réaffirmation très claire de l'importance qu'elles attachaient au partenariat avec la MONUSCO. Et ce sont des messages qui sont dans la totale continuité de ce qu'avait dit son excellence, le président de la République Tshisekedi au Secrétaire général des Nations Unies lorsqu'il s'était rendu en juillet dernier en RDC* ». Jean-Pierre Lacroix a fait cette déclaration le lundi 2 décembre 2019 lors d'une conférence de presse qu'il a animée au Quartier Général de la MONUSCO, à Kinshasa. C'était au terme de sa visite de trois jours en RDC.

✎ Par Léonard Mulamba/MONUSCO

MLacroix venait d'achever, sur le terrain au Nord-Kivu, une visite de « *compassion* » à la population congolaise et de « *solidarité* » aux collègues des Nations Unies à Beni et à Boikene (le site de la MONUSCO attaqué et dévasté) ainsi qu'à Biakato (site de la réponse à Ebola en Ituri attaqué également) à la suite de la flambée de la violence consécutive au mécontentement de certains Congolais après les tueries de plusieurs dizaines de personnes, attribuées aux rebelles d'ADF.

A Kinshasa, M. Lacroix a eu des

entretiens avec le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba et certains membres du gouvernement Congolais. « *La résolution que nous avons prise ensemble avec tous ces interlocuteurs, des autorités nationales, locales, militaires, civiles, c'est de renforcer ce partenariat, de faire en sorte que des concertations régulières systématiques soient conduites ici au niveau national, au niveau de Kinshasa, au niveau local, dans la région à l'est et aussi avec les autorités policières et militaires* », a indiqué le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix.

Pour illustrer en quelque sorte

les résultats positifs du travail sur terrain de la MONUSCO, Jean-Pierre Lacroix a évoqué l'exemple donné par le Ministre congolais de la Défense, Ngoy Mukena. Celui-ci a rappelé le succès de ce partenariat dans le passé. Le Ministre a évoqué « *le fait qu'il n'y a pas si longtemps, des provinces de ce pays étaient en guerre et il a cité le Katanga et le Kasai (...)* Il nous a dit qu'aujourd'hui sur les 145 territoires du pays, il y en avait 135 qui allaient mieux et qui ne connaissaient plus une situation de guerre ». C'est donc un partenariat qui a été efficace et qui l'est encore aujourd'hui dans beaucoup d'endroits,

a renchéri M. Lacroix. Pour lui, « *il n'y a pas de raisons pour lesquelles ce partenariat ne doit pas réussir aussi dans l'est, dans les Kivu et en Ituri* ».

Mieux faire ensemble

Dans la continuité de la réunion que la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Mme Leila Zerrougui, a eue le 25 novembre 2019 avec le Président de la République Félix Tshisekedi, le chef des opérations de maintien de la paix a indiqué qu'« *il y a déjà un travail de planification détaillée qui est engagé avec les FARDC* ». A ce sujet, le commandant par intérim de la Force de la MONUSCO a eu plusieurs réunions avec le Général Mbala Munsense, Chef d'Etat-Major général des FARDC. Jean-Pierre Lacroix a souligné que « *nous sommes en train de travailler pour que ce partenariat soit beaucoup plus complet, très en amont, parce qu'on ne peut réussir que si nous travaillons ensemble à planifier dès le début des actions conjointes. C'est la seule manière que nous pouvons, nous, d'apporter un soutien efficace, c'est la seule manière de réussir* ».

Jean-Pierre Lacroix a reconnu qu'il y avait une nécessité d'améliorer ce partenariat aussi. « *Nous nous sommes aussi convenu dans nos discussions que chacun devrait regarder ce qu'il peut faire de mieux, parce qu'il ne faut pas, non plus, être aveugle. Il y a des améliorations sensibles à apporter sur la manière dont nous travaillons* », a-t-il indiqué. Ces améliorations concernent d'abord le partenariat entre les deux parties, mais aussi la manière dont chacun travaille. « *Je crois que nous avons fait avec le chef d'Etat-Major des FARDC, et aussi les ministres, le gouverneur [du Nord-Kivu], le Premier Ministre, un exercice honnête pour faire en sorte que nous puissions, chacun, évaluer ce qui doit être amélioré, nos lacunes et s'y attaquer très fermement* », a précisé M. Lacroix.

Par ailleurs, le chef des opérations de maintien de la paix a ajouté qu'il y a un travail sécuritaire qui est à faire, tout comme il y a aussi un travail à faire au bénéfice de la population et de la stabilisation. C'est ainsi que des contacts sont établis avec les partenaires au développement, qui travaillent à débloquent les ressources, de manière que des actions puissent être entreprises, au bénéfice de la population qui souffre, tout particulièrement en ce moment.

Non aux messages de manipulation et de désinformation

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix s'est montré ferme à propos des attaques contre la MONUSCO et d'autres partenaires dans la lutte contre Ebola. « *Il faut ne pas se tromper d'ennemi, parce que ceux qui sont les ennemis, ce sont les groupes qui attaquent et tuent la population. (...) Il ne faut pas se tromper d'ennemi parce qu'il y a beaucoup de messages de manipulation, de désinformation, parfois d'allégations et d'insinuations qui sont franchement honteuses. Il faut aussi lutter contre ces messages de désinformation qui n'auront*



Le Secrétaire général adjoint de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix (3^{ème} à partir de la droite) à l'aéroport de Goma

qu'un seul résultat en fait : c'est amener plus de victimes, plus de violences et plus de dévastations ». M. Lacroix a lancé un appel aux autorités congolaises compétentes pour que les responsables de ces amalgames, de ces messages de division, de haine « *puissent rendre compte de leurs actes le moment venu parce qu'il n'est pas acceptable de voir circuler de telles désinformations, de telles manipulations* ».

A cet effet, a conclu Jean-Pierre Lacroix, même si la République démocratique du Congo est une démocratie, (...) exprimer son opinion dans un cadre démocratique est une chose, « *mais une autre chose est de faire circuler des messages de haine et de mensonge qui ne bénéficient in fine à personne et certainement pas à la population* ».

Enfin répondant à une question sur le départ de la MONUSCO réclamé par certains Congolais, le chef des opérations de maintien de la paix s'est demandé si dans sa totalité la population congolaise souhaite le départ de la MONUSCO. « *Il y a ceux qui s'expriment en ce sens, il y en a d'autres qui, lorsque nous rencontrons des représentants de la population, de la société civile, disent autre chose. Moi je n'ai pas d'éléments pour apprécier à quel point ce sentiment de volonté de départ de la MONUSCO est répandu, mais je sais qu'il y a cette frustration. Dans ce contexte, je crois que ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est deux choses. Ici, nous sommes dans un pays où la parole est libre, et je pense que le président Tshisekedi a fait beaucoup pour que cette parole soit libérée, nous le respectons. Donc, il y a des opinions qui s'expriment, nous le respectons et nous devons en tenir compte parce que d'une manière ou d'une autre, il y a quand même derrière un sentiment de frustration qui est réel. Il faut l'accepter. Et d'un autre côté, nous travaillons dans un pays souverain et, avant tout avec les autorités légitimes de ce pays, qui sont le Président, le gouvernement, les gouverneurs, les autorités locales, les forces de police et de sécurité qui nous disent : nous voulons continuer à travailler avec vous sur la base de la demande qui a été faite de maintien de la présence de la MONUSCO par la présidence de la République. Nous voulons travailler avec vous mais nous voyons que parfois, il faut améliorer ce partenariat, et que nous, et vous, nous devons aussi améliorer la manière dont nous travaillons* ». ■

Des opérations militaires des FARDC contre les ADF fin octobre, aux opérations militaires conjointes FARDC – MONUSCO fin novembre, on a compté des dizaines des morts, victimes civiles, mais aussi des hommes en uniforme. Des sites, des biens et du personnel de la MONUSCO ont été attaqués et saccagés. Même ceux appartenant à la réponse de lutte contre la maladie à virus Ebola. Certaines personnes et structures demandaient même le départ de la MONUSCO, accusée de ne pas protéger la population. Point de vue que ne partagent pas beaucoup de Congolais et les dirigeants de la RDC. La tension a fini par baisser, le tout couronné par le vote par le Conseil de sécurité de l'ONU d'un nouveau mandat d'un an pour la MONUSCO.

Incompréhension de la MONUSCO par une partie de la population congolaise

✂ Par Léonard Mulamba & Martial Papy Mukeba / MONUSCO

Histoire d'un partenariat continu

Le 30 octobre 2019, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) lancent des opérations militaires contre les groupes armés opérant dans l'est du pays, particulièrement contre les rebelles ougandais de « *Allied Defense Forces* » (ADF) commettant des tueries dans la province du Nord-Kivu. Au fil des jours, par la bouche du général Léon-Richard Kasonga, porte-parole de l'Etat-Major général ou encore du général Jacques Ychaligonza Nduru, commandant des opérations Sokola 1, ou encore du major Mak Hazukay, porte-parole de dites opérations, les FARDC annoncent aligner nombreuses victoires successives sur les rebelles de l'ADF, voire sur les rebelles rwandais (cas du leader radical des Forces Démocratiques pour le Libération du Rwanda (FDLR) Juvénal Nsabimana (ou Musabyimana selon Kigali) connu sous le nom du Général Jean Michel Africa. Ce dernier a été tué avec certains de ses hommes dans la localité de Makoka, dans le groupement de Binza dans le territoire de Rutshuru. Chochota, Mapobu... sont entre autres bâtons de ADF pris par les FARDC.

Voilà que pendant que l'armée congolaise remporte ainsi de nombreuses victoires sur l'ennemi avec la conquête de nombreux campements de ADF dans la partie forestière de la région de Beni, les tueries récurrentes de ADF contre les civils

faisant plusieurs morts prennent de l'ampleur dans la ville de Beni et dans les localités environnantes. Plusieurs dizaines des personnes sont massacrées. Le compte macabre devient presque quotidien. Dans un communiqué du 17 novembre 2019, la société civile locale donne le chiffre de quarante-huit (48) civils tués depuis sept jours au cours de différentes attaques de ADF dans le territoire de Beni. Elle alerte ainsi sur l'activisme de ces rebelles sur l'axe routier Mavivi-Kainama pendant que les FARDC poursuivent les opérations de grande envergure contre ce groupe armé dans la région de Beni.

Sur le terrain des opérations militaires, l'armée congolaise annonce avoir pris le contrôle total dimanche 17 novembre 2019 du camp Chochota, l'un des grands bastions des rebelles de ADF, dans le territoire de Beni, à environ 12 kilomètres au nord de la cité d'Oicha. Les tueries attribuées aux ADF vont prendre de l'ampleur. Le chiffre d'une centaine de personnes tuées est dépassé. Dépassée aussi la patience de la population qui n'arrête pas de compter chaque jour des morts, tués dans différentes parties de Beni. Finalement la population cède au désespoir et la tension monte en son sein.

Mais depuis fin décembre, la tension a baissé. La confiance commence à revenir. C'est le résultat des efforts conjugués FARDC-MONUSCO sur le terrain des opérations pendant qu'a

New York le Conseil de sécurité de Nations Unies vient de voter le 19 décembre 2019 la Résolution 2502 qui donne un nouveau mandat à la Mission onusienne en RDC (lire texte en pages 5 et 6).

général des Nations Unies en RDC, Leïla Zerrougui, confirme ce soutien logistique et médical. « *Le gouvernement, dit la Cheffe de la MONUSCO, a décidé de mener une opération offensive. (...) C'est une décision*

Radio Okapi [lire interview en page 13 sur les opérations militaires lancées par les FARDC contre ADF. « *Ces opérations, dit-il, n'ont pas donné lieu à une planification conjointe* ».



De droite à gauche, en veste noire, Jean-Pierre Lacroix, à sa droite David Gressly, coordonnateur des interventions d'urgence des Nations Unies pour la lutte contre l'Ebola, Mme Zerrougui, Cheffe de la MONUSCO, Dr Abdou Salam Gueye, gestionnaire des incidents à l'OMS pour la réponse à l'épidémie de la maladie à virus Ebola en RDC

La MONUSCO non comprise par certains Congolais

Les différents porte-parole des FARDC ont eu à répéter aux media que la MONUSCO leur apporte un appui tant en logistique qu'en renseignements durant toutes ces opérations. Interrogé par la presse mi-novembre, le major Mak Hazukay affirme, nous le citons, que « *la MONUSCO nous aide en renseignements, vous voyez par là les drones et aussi dans l'EVASAN, l'évacuation sanitaire. La MONUSCO nous aide à évacuer nos blessés, et pourquoi pas nos morts. C'est pour vous dire que nous sommes ensemble* ». Ces assurances sont répétées par d'autres responsables de haut rang de l'armée congolaise même quand tout se dégradait dans Beni urbaine.

Interrogée à son tour le 17 novembre 2019 par Radio Okapi sur l'appui de la MONUSCO dans l'offensive lancée par les FARDC contre les groupes armés, la Représentante spéciale du Secrétaire

souverain du gouvernement d'aller en offensive contre un groupe armé. Nous, on apporte l'appui en ce qui concerne la sécurisation des zones qui restent derrière. On travaille avec eux pour ne pas permettre des infiltrations, des vengeances sur les populations. Nous assurons tout ce qui est appui médical pour transporter des blessés, pour s'occuper d'eux. Nous travaillons sur l'appui logistique qu'on peut avoir. On essaie de coordonner avec les autorités selon le mandat de protection des civils. Nous avons un mandat d'appui aux FARDC, mais ce n'est pas une opération conjointe que nous menons là-bas. Selon la Résolution, les opérations conjointes doivent être préparées avec une planification conjointe », a indiqué Mme Zerrougui.

Le lendemain, le 18 novembre, le général Thierry Lion, Commandant intérimaire de la Force de la MONUSCO est encore plus clair dans une interview à

Discours identique de la part de M. François Grignon, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies chargé de la protection et des opérations. Réagissant le 24 novembre sur Radio Okapi à la suite des manifestations des jeunes de Beni accusant la MONUSCO d'inaction, M. Grignon est précis là-dessus : « *les opérations qui étaient lancées le 30 octobre sont des opérations que les FARDC ont voulu comme étant nationales, sans soutien, sans planification, sans exécution conjointe avec la MONUSCO* ». Cependant au cours de ces opérations, la MONUSCO est tout de même venue en appui pour évacuer les blessés ou pour partager des renseignements éventuels.

Dans ce climat de tension, certaines personnes, particulièrement des jeunes, optent pour la violence contre les symboles de l'Etat et de la Mission onusienne. La Mairie de Beni sera incendiée. Le site de la MONUSCO à Boikene, tout comme, les

installations de réponse à la lutte contre la maladie à virus Ebola à Biakato, à la lisière des provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, seront attaquées et incendiées par des personnes non autrement identifiées. La « ville morte » est décrétée à Beni et dans d'autres villes du Nord-Kivu. Les jeunes du groupe de pression de « *la véranda Mutshanga* » érigent des barricades sur les grandes artères de la ville de Beni et brûlent des pneus à des endroits chauds de la ville. Conséquence : boutiques, magasins, stations d'essence, et même écoles, n'ont pas fonctionné pendant quelques jours. Les véhicules et le personnel des Nations Unies sont la cible des manifestants.

Il faudra plusieurs jours et de nombreux appels au calme de différentes personnalités et structures pour que la violence baisse d'intensité et que les activités reprennent à Beni sans pour autant que les tueries attribuées aux rebelles d'ADF cessent.

Victoire du réalisme et de la diplomatie

Au cours d'une réunion de sécurité à Kinshasa le 25 novembre 2019, le président de la République décide d'installer un quartier général avancé des Forces armées congolaises à Beni. Félix Tshisekedi avait associé à la réunion la Cheffe de la MONUSCO Mme Leila Zerrougui. Il est par ailleurs question de lancer des opérations conjointes. Le vice premier ministre et ministre de l'intérieur, Gilbert Kankonde, ainsi que le général Célestin Mbala, chef d'état-major général des FARDC arrivent à Goma mardi 26 novembre 2019, en transit pour la ville Beni afin d'y installer un quartier général avancé des Forces Armées.

À l'étape de Goma, François Grignon, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU chargé de la protection

et des opérations, et le général Célestin Mbala, chef d'Etat-major général des FARDC, se retrouvent en réunion. Question d'évoquer l'opérationnalisation des échanges commencés à Kinshasa sur les nouvelles offensives conjointes contre les ADF. Selon le général Célestin Mbala, « *il a été question de voir comment la collaboration avec les Forces Armées de la RDC et la MONUSCO devrait se faire et continuer. Nous venons d'essayer d'harmoniser nos vues et de voir de quelle manière nous allons continuer parce que nous avons commencé depuis longtemps, nous le faisons et nous allons continuer. Au niveau des FARDC, nous avons déjà de l'expérience. Nous, au niveau de Beni, c'est palpable. La MONUSCO est à côté de nous, elle évacue les blessés, elle ravitaille nos unités. Elle est là. Je crois que ce sont probablement des choses que la population n'a pas pu percevoir* ».

François Grignon explique davantage le sens de la réunion. « *Comme l'a dit le chef d'Etat-Major Général, nous venons d'avoir une réunion pour mettre en œuvre les décisions qui ont été prises hier [25 novembre] par le Chef de l'Etat, avec Madame la Cheffe de la MONUSCO et le Conseil national de sécurité. Cette réunion était destinée à passer en revue ensemble l'état de notre collaboration, la préparation des opérations conjointes* ». Il a insisté sur les priorités du partenariat avec les FARDC. « *La décision hier était de reprendre les opérations conjointes, de renforcer notre dispositif de partenariat, de regagner la confiance de la population qui, aujourd'hui, nous a lancé un cri d'alarme, un cri de désespoir. Nous devons y répondre et pour y répondre efficacement, nous devons le faire ensemble, à de nouvelles opérations conjointes, contre les ADF afin d'en finir avec cette menace* », a dit M. Grignon. ■



Le commandant a.i. de la Force de la MONUSCO, le général de brigade Thierry Lion donnant à Beni des instructions du bataillon malawite de la Brigade d'intervention de la MONUSCO engagée aux côtés des FARDC dans les opérations contre des groupes armés

Evoquant le 18 novembre 2019 sur Radio Okapi les opérations militaires lancées par les FARDC contre les ADF, le commandant a.i. de la Force de la MONUSCO a été clair :

« La coordination est indispensable »

Par Martial Papy Mukeba / MONUSCO

Général Thierry Lion, les FARDC ont commencé depuis une dizaine de jours des opérations de grande envergure dans l'Est de la RDC contre les groupes armés dont l'ADF. Quel est l'apport de la Force de la MONUSCO par rapport à ces opérations ?

Les opérations lancées par les FARDC sont nationales, menées par les FARDC ; et souveraines, comme l'a annoncé le général Kasonga, le porte-parole des FARDC. A ce titre, ces opérations n'ont pas donné lieu à une planification conjointe. Et donc, nous sommes bien dans une opération souveraine et unilatérale, voulue par les FARDC, que nous soutenons. Conformément à notre mandat, la Force a apporté un soutien à la demande des FARDC de façon très ponctuelle. A ce titre, je mentionnerai deux soutiens que nous avons apportés. Le premier, est le soutien aux renseignements. Et là, nous avons fait un certain nombre de vols de reconnaissance des zones, à la demande des FARDC, dans lesquels participaient des officiers des FARDC pour constater avec nous, l'état de la situation, directement sur le terrain. Deuxièmement, nous avons effectué plusieurs évacuations militaires, notamment des soldats qui ont été blessés dans des combats. Des extractions menées en zone de combats qui sont quand même à haut risque, compte tenu de la situation, à la fois pour les soldats que pour les équipages des hélicoptères. Jusque-là nous avons pu conduire trois de ces extractions. Enfin, la MONUSCO renforce actuellement son dispositif, compte tenu des actions des ADF, sur les arrières des lignes des FARDC.

Parlant justement de ces opérations, est-ce qu'il y a une coordination d'actions entre les FARDC et la Force de la MONUSCO, même si vous n'intervenez pas directement sur le terrain ?

Cette coordination est indispensable, parce que nous avons à la fois des soldats FARDC qui sont sur le terrain bien évidemment, mais également des soldats de la MONUSCO. La difficulté est que les ADF utilisent les uniformes de différents pays ; ce qui complique la tâche. Sinon, nous avons une bonne coordination par le biais d'un certain nombre d'officiers de liaison ; ce qui est absolument indispensable pour connaître exactement les actions des FARDC, où elles se situent et comment nous pouvons positionner notre dispositif de soutien à leur profit.

Comment expliquez-vous le fait que depuis que les FARDC ont lancé ces opérations contre l'ADF, ce groupe multiplie aussi des attaques contre les populations civiles ?

Les ADF ont des modes d'actions asymétriques. Ce sont des modes d'actions dits terroristes qui évitent de façon générale la



Les généraux Thierry Lion de la MONUSCO et Jacques Ychaligonza Nduzu des FARDC sur terrain

confrontation directe avec les FARDC qui mènent aujourd'hui un combat remarqué et remarquable. Et les ADF, naturellement, cherchent à s'attaquer aux cibles qui soient faciles à atteindre. Et donc, effectivement aujourd'hui, leur principale cible constitue malheureusement les civils, qui sont tout autour des zones de combats.

Et que répondez-vous à ceux qui veulent voir la FIB [la Brigade Internationale] et son aviation militaire en action dans le pilonnage des positions des ADF ?

Les choses ne sont pas aussi faciles. Premièrement, nous sommes dans un combat en jungle. Et donc, dans un combat en jungle avec des hélicoptères d'attaque, il est très difficile d'identifier une cible. Au sein de la jungle, il est très difficile de distinguer où sont les unités amies et où sont les ADF qui évoluent par petits groupes. Ce qui explique la difficulté de l'emploi des hélicoptères lors de ces phases de combats.

De façon générale, est-ce que vous pouvez nous parler de la collaboration avec les FARDC à travers l'arrangement technique signé entre la MONUSCO et le Ministre de la défense congolaise. Comment ça se passe exactement ?

Cet arrangement technique est juste un Accord entre les autorités des FARDC et les autorités de la MONUSCO, laquelle vise effectivement à coordonner nos actions, et mieux mesurer quel est le plus que nous apportons ou pouvons apporter aux FARDC, à la fois en matière d'entraînement ou, comme aujourd'hui, en matière d'opérations. Ce sont, si vous voulez des règles qu'on a édictées, érigées et contresignées et qui nous permettent de beaucoup mieux se coordonner à un niveau stratégique.

Les FARDC formées par la MONUSCO aux techniques de combats dans la jungle

Par Sy Koumbo S. Gali / MONUSCO



Instructeurs brésiliens de la MONUSCO, spécialistes dans les combats dans la jungle en pleine formation des militaires des FARDC

La MONUSCO organise des séances de formation en techniques de combats dans la jungle au bénéfice des éléments des Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) engagés dans des combats contre des groupes rebelles, notamment des ADF dans la zone de Beni, au Nord-Kivu.

Depuis le début du mois de décembre 2019, des officiers de l'armée brésilienne, spécialisés dans les combats dans la jungle, forment des officiers et sous-officiers de la 2^e compagnie du 141^e bataillon des FARDC. Cette première phase de formation des formateurs va durer 3 mois. La formation pourra ensuite s'étendre à deux autres bataillons.

La demande de formation des militaires congolais a été sollicitée par les FARDC. Les éléments formés ont été sélectionnés selon les critères des Nations-Unies qui impliquent le respect des droits de l'homme.

La MONUSCO a fait appel aux spécialistes brésiliens en raison de leur expérience avérée dans le domaine des combats de jungle. Le Brésil est un pays dont la forêt amazonienne

couvre environ 60 pour cent du territoire. Et similairement, une partie du territoire de Beni est couverte par une végétation dense dans laquelle évoluent depuis plusieurs années, des groupes armés, principalement les ADF.

Le Colonel Adalmo Carvalho, qui chapeaute cette équipe venue du Brésil il y a environ deux mois, a indiqué que « *comme spécialiste de formation militaire en combats dans la jungle, j'ai une expérience d'au moins 30 années. Et pour moi, c'est une expérience extraordinaire d'être à Beni, de travailler avec la FIB, mais aussi avec les FARDC* », a-t-il indiqué entre deux exercices dans cette forêt dense.

Pour lui, cette formation est nécessaire, puisqu'elle permet d'apprendre aux soldats des nouvelles techniques et stratégies en combats dans la jungle, surtout à un moment où des opérations conjointes sont en cours. « *C'est notre contribution en tant que Brésiliens, membres des Nations-Unies, pour aider à la neutralisation des groupes armés illégaux qui endeuillent les familles congolaises, et participer ainsi à la protection des populations civiles* », a souligné le Colonel Carvalho. ■



Les représentants de différentes communautés se donnent la main pour dire non à la haine ethnique

Tous, dressés contre les discours de haine au Sud-Kivu

C'est une véritable levée de boucliers contre la montée de la haine intercommunautaire dans les moyens et hauts plateaux de la province du Sud-Kivu. Situation accentuée par des messages de haine véhiculés sur les réseaux sociaux. Les différentes communautés locales, la MONUSCO, l'église ainsi que la société civile et les autorités politiques du pays lancent des appels pour le retour de la paix et du calme dans les différentes localités.

✍ Par Fiston Ngoma Mayabala / MONUSCO

Les représentants des communautés ethniques Bafuliiru, Banyindu, Babembe, Banyamulenge, Bavira, Babwari et Barundi ainsi que des organisations de la société civile s'insurgent et condamnent les discours de haine distillés ces derniers temps sur les réseaux sociaux et les médias tant nationaux qu'étrangers. Ils lancent un message pour la cessation des hostilités dans les moyens et hauts plateaux de Fizi, Itombwe et Uvira dans la province du Sud-Kivu. Ils l'ont fait savoir dans un communiqué conjoint, sanctionnant leur rencontre, tenue à Uvira le 13 novembre 2019.

Par la même occasion, les membres de ces communautés appellent « à résister à toutes sortes de manipulations politiques en dénonçant tout acte de violence quel que soit son auteur, à cultiver l'esprit de solidarité, d'hospitalité, de pardon, de réconciliation et d'acceptation mutuelle, en vue du rétablissement de la paix ». Ils préviennent du danger qui pourrait provenir de l'extension des conflits à travers la province et des effets collatéraux qui pourraient en découler.

En effet, les participants à cette rencontre ont d'abord tenu en plénière des discussions sur la crise. Celle-ci est caractérisée par des tueries, des vols de bétails, l'incendie des villages entiers

et le déplacement massif des populations. Ainsi, le président de la société civile Forces vives, Majaliwa Kanazi, a précisé que « *maintenant Uvira accueille les déplacés des hauts plateaux. Si nous ne prenons pas garde, cette situation peut encore envenimer la situation ici dans le centre-ville d'Uvira. C'est pourquoi nous prenons les devants pour essayer d'harmoniser une vision commune, nous tous, pour que cela n'arrive pas ici à Uvira.* »

Ces différentes communautés demandent au gouvernement congolais « *de prendre urgemment toutes les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre public, à travers la sécurisation efficace de personnes et de leurs biens, sans discrimination ; la neutralisation des groupes armés locaux et étrangers ainsi que l'identification des présumés auteurs de violences commises dans la zone et tireurs de ficelles et leur traduction devant les instances judiciaires* ». Quant à la MONUSCO, il lui est demandé « *de renforcer l'accompagnement du gouvernement congolais et la protection des civils dans la zone des conflits* ». Les pays de la région des Grands Lacs sont appelés à respecter scrupuleusement leurs engagements pris à travers l'Accord-cadre d'Addis-Abeba 2013 et les Accords subséquents relatifs à la paix dans la sous-région.

Autre demande, c'est celle faite par les représentants des différentes communautés signataires du communiqué « *aux membres de la diaspora congolaise issus de la zone, de cesser tout acte de nature à attiser la haine tribale, en privilégiant l'élan de solidarité, en allant dans le sens de la mobilisation de l'assistance humanitaire aux victimes des violences* ».

Les acteurs politiques originaires de la zone sont invités « *à cesser de se comporter en représentants de leurs communautés respectives, mais plutôt de toutes les communautés de la*

circonscription électorale, dans le respect du caractère national de leur mandat, d'une part et, d'autre part, de s'impliquer conjointement dans des actions de recherche de la paix pendant les vacances parlementaires ».

Plus de 40 personnes, dont 12 femmes ont pris part à cette rencontre de paix, initiée par Alert International avec la collaboration de la section des Affaires civiles de la MONUSCO Uvira et Bukavu. ■

Besoin d'aide humanitaire pour les déplacés de Bijombo

Vers fin novembre, l'équipe de la MONUSCO et les autorités locales se sont rendues à Bijombo, dans les hauts plateaux d'Uvira au Sud-Kivu. Sur place, elles ont pu constater la gravité de la situation humanitaire. Plus de 4000 personnes vivant autour du seul camp de la MONUSCO sont dans des conditions précaires. Les personnes vulnérables n'ont pas d'abris. Aucune assistance. Les enfants naissent dans des conditions déplorables, sans soins de santé adéquats.

✍ Par Alexandre Essome / MONUSCO



Une vue des habitations incendiées

L'équipe de la MONUSCO, sous la conduite du Chef de bureau du Sud-Kivu et de Maniema, Karna Soro, a pris connaissance de l'ampleur du problème, lors de son récent séjour sur place. Cette équipe n'a qu'une priorité : faire vite car Bijombo venait à son tour d'être touché par les violences. Jusque-là pourtant, cette localité était épargnée des tensions intercommunautaires, enregistrées dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira et qui ont pour théâtre de combats entre autres Minembwe, Mikenge, Mikena et Fizi.

D'après les habitants de Bijombo, les violences ont éclaté dans ce village dans la nuit du 28 octobre 2019. Les groupes Mai-Mai d'un clan se sont attaqués au clan voisin. Les combats ont duré plusieurs jours, faisant des dégâts humains et matériels. Quatre mille personnes fuyant les hostilités ont trouvé refuge autour du camp militaire de la MONUSCO, qui venait de s'installer pour faire face à la situation.

A ce jour, le tableau humanitaire de Bijombo est sombre. Les personnes déplacées sont sans abris. Elles n'ont plus

accès à leurs champs. Sur les 28 villages du groupement de Bijombo, 25 ont été totalement incendiés. Les enfants sont malnutris. Les femmes sont vulnérables et parmi elles, certaines qui étaient enceintes, accouchent à l'air libre, sans un appui de santé adéquat. Le seul centre de santé de Bijombo a été détruit par les groupes armés.

Dans ce contexte, le constat fait par la délégation de la MONUSCO est qu'il faut voler au secours des déplacés de la région. Karna Soro pense que tous les efforts doivent converger vers la restauration de l'autorité de l'Etat dans cette partie du Sud-Kivu en proie aux conflits intercommunautaires. « *Il faut définir les points stratégiques pour y parvenir car l'ampleur des dégâts est égale à l'urgence du problème* », dit le Chef de bureau de la MONUSCO.

« *En plus de mettre à disposition ses hélicoptères gros porteurs, la MONUSCO mobilise la communauté humanitaire pour identifier les moyens d'acheminer immédiatement de l'assistance sur place à Bijombo. C'est un défi logistique considérable et toutes les voies sont explorées en conjonction avec la communauté humanitaire* », soutient Karna Soro.

Le gouvernement provincial, en consultation avec le gouvernement central, travaille à la réhabilitation urgente du système de santé local. Celui-ci devra recevoir, toujours avec le concours de la communauté humanitaire, l'appui en personnel et en médicaments, dit-on du côté du gouvernement de province.

A vol d'oiseau, Bijombo est à 65 kilomètres d'Uvira, le centre urbain le plus proche. Mais à pieds, il faut trois jours de marche, car la localité est située en hauteur dans les plateaux d'Uvira entourés des chaînes montagneuses. Pas de route en bon état. Les pistes qui existent sont glissantes et sinueuses. Pour ceux qui s'y aventurent pour la première fois, la localité est à plus de 3500 mètres d'altitude. Conséquence, la météo y est très rigoureuse. Pendant une journée normale, le temps est à moins quatre degrés Celsius. ■

Très bons résultats de la stratégie mise en place par UNPOL pour lutter contre l'insécurité à Uvira

✍ Par Fiston Ngoma Mayabala / MONUSCO

Les représentants de la Police nationale congolaise (PNC), de l'Agence nationale des renseignements (ANR), de la Direction générale de migration (DGM), de l'Armée congolaise (FARDC) et du parquet de grande instance d'Uvira ont dressé un bilan positif de leurs efforts conjoints avec la Police des Nations Unies (UNPOL) dans la lutte contre l'insécurité dans la ville d'Uvira. Ils faisaient ainsi l'évaluation de la Stratégie opérationnelle de lutte intégrée contre l'insécurité à Uvira (SOLIUV).

Au cours d'une rencontre organisée le 12 novembre 2019 au bureau du Maire de la ville, la cheffe de l'unité de la police des Nations unies de la MONUSCO / Uvira, Clémence DOAMBA, a d'abord rappelé les deux principaux objectifs poursuivis par la Stratégie opérationnelle de lutte intégrée contre l'insécurité à Uvira (SOLIUV), lors de son lancement le 02 décembre 2016.

L'initiative de la Police de la MONUSCO visait d'abord à *“ renforcer les capacités professionnelles et opérationnelles de la PNC d'Uvira et ses environs, en vue de la rendre apte à remplir de façon efficace et efficiente ses missions de protection des populations civiles, suivant les normes internationales dans le respect des droits et libertés des citoyens dans un Etat démocratique. Deuxième objectif, d'assurer de manière professionnelle la sécurité et l'ordre public dans la ville d'Uvira, en termes de répression de crimes et délits par une réponse sécuritaire concertée et coordonnée avec l'implication de tous les*

acteurs locaux de sécurité (autorités administratives d'Uvira, la MONUSCO, la population et les forces de défense congolaises)”, a précisé la cheffe de UNPOL MONUSCO / Uvira.

Le Maire de la ville d'Uvira, le Pasteur Kiza Muhato, a salué cette initiative de la MONUSCO, à la suite de l'impact visible de cette stratégie. Dès le troisième mois, selon lui, la réduction de la criminalité constatée a été fortement appréciée par les autorités locales et la population. De son côté, le commandant du district urbain de la PNC d'Uvira, le Commissaire supérieur Gilbert Serushago estime à plus de 60 % le taux de la réduction de cas de criminalité sur la ville. *“ Des cas d'agression, de kidnapping, de meurtres, de viols, de vols à mains armées, etc, étaient le lot de problèmes sécuritaires auxquels la population était confrontée. Mais trois ans après, la SOLIUV a fait ses preuves ”*, a-t-il reconnu. La même source ajoute que *« les repères de bandits ont été localisés, beaucoup de cadavres ont été découverts, des cas de justice populaire dénoncés ainsi que des cas d'incendie ont été signalés à la police. Et nous souhaiterions étendre la SOLIUV par l'installation de commissariats de quartiers, pour bien contenir la criminalité »*, a souligné le Colonel Gilbert Serushago de la PNC Uvira.

A l'approche des fêtes de fin d'année, tous les participants ont convenu de poursuivre avec la SOLIUV, pour la bonne protection des personnes et de leurs biens. ■



Une patrouille de la MONUSCO dans les rues de la ville d'Uvira

Les préoccupations sur la sécurité des populations civiles au centre de la visite de la Cheffe de la MONUSCO au Nord-Kivu

La situation sécuritaire reste fragile au Nord-Kivu. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, a pu s'en rendre compte lors de sa visite, du 13 au 18 novembre, dans certaines localités de cette province.

✍ Par Marylène Seguy/MONUSCO



Un casque bleu monte la garde pour protéger les habitants de cette localité

La mission de travail de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC au Nord-Kivu s'inscrivait dans le cadre de la protection de la population civile, conformément au mandat de la MONUSCO contenu dans la Résolution 2463 du Conseil de sécurité de l'ONU. Leila Zerrougui s'est rendue successivement à Nyanzale, Pinga et Kitshanga. Dans presque toutes ces localités, l'insécurité reste la principale préoccupation des populations civiles. Après avoir écouté, sur le terrain, les populations concernées, la Cheffe de la MONUSCO en a parlé à Goma avec le gouverneur de province, Carly Nzanu Kasivita.

D'abord à Pinga, la situation sécuritaire semble s'améliorer. Cependant la zone reste confrontée au problème de l'enclavement. Il n'existe pas de routes. La majorité des ponts sont cassés ou se trouvent en mauvais état. Cette situation

freine la mobilité des autorités politico-militaires et réduit considérablement la présence de l'Etat dans certaines parties du territoire de Walikale.

Le constat est accablant à Kitshanga et dans ses environs où la situation sécuritaire reste préoccupante. La société civile, le comité de la jeunesse et les associations féminines ont présenté à la Représentante spéciale un tableau très sombre de la situation sécuritaire et humanitaire qui prévaut, notamment dans cette partie du Nord-Kivu située dans le territoire de Masisi. En effet, cette situation est caractérisée par des déplacements intempestifs et sans cesse des populations, en raison de la présence et de l'activisme des groupes armés qui commettent au quotidien des enlèvements et des viols.

L'autre défi majeur, selon Leila Zerrougui, est l'autorité de l'Etat qui peine toujours à se rétablir dans certaines zones de la

province. « Si je suis là, a dit la Cheffe de la MONUSCO, c'est parce qu'il y a des préoccupations par rapport à toutes ces populations qui vivent dans des zones enclavées, difficiles d'accès. Des populations vulnérables, avec des groupes armés qui tournent autour et une autorité de l'Etat très limitée. Il y a des choses que je peux faire ; il y a des choses que d'autres peuvent faire. Je vais faire le plaidoyer et j'espère qu'ensemble on arrivera à répondre à quelques-unes des demandes essentielles. Appuyer est une bonne chose, pérenniser les succès est le plus difficile », a-t-elle conclu dans un entretien avec la presse.

Plaidoyer pour renforcer la protection des populations civiles

Au terme de sa mission dans les trois territoires, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC a rencontré le 16 novembre 2019 à Goma le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanu Kasivita. C'était en présence de François Grignon, Représentant spécial adjoint chargé de la protection et des opérations.

Dans les échanges, Leïla Zerrougui a dressé à l'intention du chef de l'exécutif provincial un certain nombre de constats et la répartition sur le terrain des forces de sécurité, notamment la Police nationale congolaise (PNC) et l'Armée (FARDC). Elle a aussi saisi cette opportunité pour encourager les autorités congolaises sur la nécessité de renforcer les capacités logistiques des forces de sécurité, afin de mieux protéger les populations civiles.

C'est dans ce contexte que la Représentante spéciale a également déploré l'absence des institutions judiciaires. A cet égard, elle a suggéré au gouverneur de province d'examiner la question avec les bailleurs de fonds qui pourraient apporter leurs contributions à travers des appuis et soutiens multiformes pour la restauration des institutions étatiques et judiciaires.

En marge de sa visite, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, s'est entretenue le 18 novembre 2019, à Goma, avec Robert Lufungula, Ministre provincial de l'Administration et de la Justice. Au centre de leurs entretiens, le renforcement de la lutte



Leïla Zerrougui et sa délégation écoutent attentivement les préoccupations présentées par un représentant de la société civile

contre l'impunité et la nature de l'appui de la MONUSCO pour la réduction des détentions arbitraires, en vue de désengorger les maisons carcérales.

En fin de compte, Leïla Zerrougui a

réaffirmé aux autorités et aux populations visitées la volonté de la MONUSCO de poursuivre son mandat essentiellement axé sur la protection des civils dans les zones encore en proie à l'insécurité. ■



Leïla Zerrougui reçoit un briefing sur la situation sécuritaire



La Cheffe de la MONUSCO remettant des objets classiques aux écoliers

Leila Zerrougui à l'écoute des populations vulnérables de Pinga et de Kitshanga

✎ Par Ado Abdou / MONUSCO

La réhabilitation des infrastructures de base de Pinga dans le territoire de Walikale et la situation sécuritaire encore fragile à Kitshanga dans le territoire de Masisi sont les principales préoccupations des populations de ces deux localités enclavées de la province du Nord-Kivu confrontées à l'activisme des groupes armés.

Les populations de ces deux localités qui se trouvent dans une situation de vulnérabilité et d'instabilité notoires ont reçu, le 15 novembre 2019, la visite de la Représentante Spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC.

Aussitôt arrivée à Pinga, Leila Zerrougui a eu droit un briefing de la part de la Force de la MONUSCO sur la situation actuelle caractérisée par une certaine accalmie. Elle a, par la suite, eu des échanges avec des représentants des organisations de la société civile locale et des mwamis, ces chefs traditionnels locaux qui se sont exprimés sur leur situation. Pour l'essentiel, les gens de Pinga ont présenté un certain nombre de doléances à la cheffe de la MONUSCO. Ces doléances traduisent leur souhait de voir réhabilitées les infrastructures routières, les infrastructures scolaires, les centres de santé... En somme, un minimum d'infrastructures de base. Les populations demandent que le contingent indien en place, dont ils saluent par ailleurs la présence, puisse continuer son travail de sécurisation de la zone. Néanmoins elles souhaitent que les casques bleus s'associent aux FARDC.

La Représentante Spéciale a salué l'amélioration de la situation sécuritaire. Elle a cependant affirmé que cette amélioration de la sécurité doit toutefois être consolidée par le retour effectif de l'Etat et la lutte contre la pauvreté. Dans cette optique, Leila Zerrougui a promis de faire un plaidoyer pour que des projets de développement puissent être initiés au profit de la zone. Car, a-t-elle souligné, la pauvreté est un terreau favorable au retour de l'insécurité.

À Kitshanga, dans le territoire de Masisi, à 80 kms au nord-ouest de Goma, après le briefing par le contingent indien sur

la situation sécuritaire particulièrement fragile dans la zone, la Représentante Spéciale a rencontré les représentants des communautés locales. Là, les soucis sont d'ordre sécuritaire. Les groupes armés écument encore certains villages environnants au point que les femmes craignent de se rendre aux champs de peur de se faire violer ou enlever par ces inciviques.

Mais la plus grande crainte des habitants de Kitshanga est de voir ces mêmes groupes armés arriver à entraver le programme de stabilisation en cours. Ce programme, salué par la population, porte déjà ses fruits. Il s'agit de l'« ISSS », la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation de l'Est de la RDC, financée par la MONUSCO, les agences des Nations unies et des ONGs internationales. Une délégation de jeunes bénéficiaires de ce programme a d'ailleurs rencontré la Cheffe de la MONUSCO pour lui faire part de la nécessité de le poursuivre et même de le renforcer pour le bien du plus grand nombre. Et à terme, pour stabiliser définitivement la zone.

Les populations de Kitshanga, d'une manière générale, demandent à la MONUSCO non seulement de poursuivre son travail de stabilisation, mais aussi d'intercéder auprès du gouvernement afin que les FARDC soient dotées en moyens conséquents, pour faire face efficacement à la menace des groupes armés et arriver à éradiquer une bonne fois pour toutes ces miliciens.

À Pinga comme à Kitshanga, Leila Zerrougui a pris bonne note des préoccupations. Toutefois, certains désidérata exprimés ne sont pas de la compétence de la MONUSCO. Leila Zerrougui a promis de mener un plaidoyer auprès des autorités compétentes afin que des solutions soient trouvées.

Dans son déplacement, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies était accompagnée de son adjoint en charge de la Protection et des Opérations, François Grignon, du Commandant du Secteur central de la Force de la MONUSCO, le Général de Brigade Vikram Sharma, ainsi que des chefs des Sections substantives du bureau de la MONUSCO / Goma. ■

Les bailleurs de fonds du programme de stabilisation rentrent satisfaits de leur visite en Ituri

Une délégation de 8 membres représentant les principaux bailleurs du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) a séjourné en Ituri du 12 au 15 novembre 2019. Le but de cette mission était d'avoir une perspective sur la planification de nouvelles interventions de la stabilisation financées par le FCS à Djugu (notamment le dialogue démocratique) et au sud d'Irumu pour le volet réintégration socio-économique des membres du groupe armé FRPI (Force de Résistance Patriotique de l'Ituri), qui sont engagés dans un processus de négociation en vue de leur démobilisation.

✍ Par Jean-Tobie Okala / MONUSCO



Les représentants de bailleurs du FCS en séance de travail



La délégation était composée de délégués de la Grande-Bretagne, de la Norvège, des Pays-Bas et de l'Allemagne. Une déléguée de la France, qui ne fait pas partie des bailleurs du FCS, a aussi pris part à la mission en tant qu'observatrice. La délégation a visité, avec l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO, le Programme National de Stabilisation et de Reconstruction (STAREC) et ses partenaires, les zones prioritaires de stabilisation que sont notamment le territoire de Djugu et le sud d'Irumu.

Un autre objectif de cette mission était de faire une évaluation des interventions des « partenaires alignés » contribuant aux projets du FCS à la Stratégie de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation dans l'Est de la RDC (ISSS) dans ces zones, qui sont financés en

bilatéral par les mêmes bailleurs de fonds, ainsi qu'une analyse de la dynamique des conflits à Djugu.

Pour ce faire, la mission a rencontré entre autres la MONUSCO, le Gouverneur de Province, le Ministre du Plan provincial, la Police congolaise et les FARDC, les partenaires de mise en œuvre du projet PAMOJA KWA AMANI (UN-HABITAT, OIM, SFCG, COOPI, Mercy Corps, ACIAR et Caritas) financé par le FCS. Elle a également échangé avec des bénéficiaires des programmes alignés de FCS tels que les Associations des filles et mères (AFEM), les Associations de femmes vulnérables bénéficiaires et actrices du projet de stabilisation, la Commission foncière de l'Ituri (CFI), les éleveurs et agriculteurs, la Société civile, les groupes de Jeunes à risque (JAR) bénéficiaires des activités de formation professionnelle, les bénéficiaires des Mutuelles de Solidarités (MUSO) et les Associations locales de Djugu (jeunes, femmes, Eglise etc.).

Au terme de cette visite et de ces échanges, les bailleurs de fonds ont exprimé leur satisfaction par rapport à la mise en œuvre des activités réalisées dans le cadre du processus de stabilisation en Ituri. Toutefois, certaines recommandations ont été faites aux différents partenaires. Parmi ces recommandations on retiendra notamment le renforcement de la coordination avec des acteurs de développement dans l'optique de consolider les acquis de stabilisation et de garantir leur durabilité, mais aussi le renforcement de la coordination et la complémentarité entre les piliers ISSSS et les partenaires alignés pendant la mise en œuvre des futurs programmes de stabilisation.

Des projets aboutis

A ce jour, dans le cadre de la deuxième phase ISSSS en appui au STAREC, le FCS a financé un total de cinq projets en Ituri (dont quatre sont en cours de réalisation ou de lancement et un achevé dans la zone prioritaire de Mambasa) auquel s'ajoutent

quatre « *projets alignés* » financés bilatéralement. Ces projets sont articulés autour de cinq piliers ISSSS. En l'occurrence, le Dialogue démocratique, la Sécurité, la Restauration de l'Autorité de l'Etat, le Retour, la Réintégration et Relèvement socio-économique et Femme-Paix-Sécurité.

Ces projets ont donné des résultats plutôt positifs. On peut citer le pré-cantonement de 984 éléments de FRPI engagés dans un processus de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réintégration (DDRR), la mise en place des plateformes de dialogue communautaire qui œuvrent dans le renforcement de la cohésion sociale, 292 conflits fonciers résolus, le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de l'administration foncière, le renforcement de la gouvernance sécuritaire à travers la mise en œuvre effective du concept de police de proximité, avec en prime la construction d'un bâtiment équipé, la formation et le déploiement de 45 policiers à Burasi, la mise en place des Conseils Locaux de Sécurité de proximité (CLSP).

La liste n'est pas exhaustive. Il y a aussi l'amélioration de la gouvernance locale et minière, l'amélioration de la résilience économique à travers la formation professionnelle de 510 jeunes à risque au sud d'Irumu en informatique, menuiserie, commerce, coiffure et coupe-couture, la mise en place des activités génératrices de revenus au profit des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs, une réduction progressive de la prévalence des violences sexuelles et violences basées sur le genre, favorisée par les normes et pratiques sociales négatives à travers le renforcement des connaissances, attitudes et perceptions de différentes couches de la communauté.

Parmi ces résultats positifs on peut noter la prise en charge médicale, psycho-sociale et juridique des survivantes de violences sexuelles ainsi que l'amélioration progressive de la situation sécuritaire et la baisse des violations des droits humains dans le sud d'Irumu. ■



Les partenaires de mise en œuvre du projet PAMOJA KWA AMANI

Laborieux travail du gouvernement provincial et de la MONUSCO pour la cohabitation pacifique des communautés dans le territoire de Djugu



Mme Cecilia Piazza (à l'extrême droite), chef du Bureau de la MONUSCO Bunia au cours d'une des conférences pour la paix à Djugu

De nombreuses réunions et rencontres sont organisées par les autorités provinciales et la MONUSCO pour trouver les voies et moyens de restaurer la confiance entre différentes communautés et la paix dans le territoire de Djugu dans la province de l'Ituri. Depuis décembre 2017, ce territoire est confronté à la résurgence des violences. Le bilan est déplorable : de nombreux blessés et des pertes en vies humaines, des déplacements massifs des populations, des pillages, des incendies criminels de maisons et d'infrastructures socio-culturelles et économiques. Cette spirale de violence a engendré un climat de méfiance entre les populations de la communauté lendu et les services de sécurité. Cette nouvelle donne impacte négativement la paix et la coexistence sociale entre les communautés. Elle constitue aussi un frein au développement. Ce qui explique la succession de réunions initiées pour tenter de ramener la paix et la cohabitation, d'un côté, entre communautés et, de l'autre, avec les services de sécurité de l'Etat.

✎ Par Annie Anyado & Jean-Tobie Okala / MONUSCO

Pour faire face à ce climat de violences quasi-permanentes, plusieurs résolutions ont été prises par les participants à la conférence de Kpandroma tenue du 13 au 16 juillet 2019. Cette conférence s'articulait sur trois thématiques majeures. A savoir, la redynamisation de la confiance entre les services de sécurité et la communauté lendu, le rôle de la communauté lendu pour rétablir la paix et la coexistence sociale à Djugu, en incluant le message du chef de l'Etat dans la campagne de sensibilisation du peuple lendu, ainsi que la transformation des potentialités des entités lendu en richesses, pour le développement de la région.

Mais ces résolutions n'étaient accompagnées d'aucune mesure d'exécution ni de plan d'action élaboré pour concrétiser l'engagement de la communauté lendu dans le processus d'une paix durable à Djugu. C'est ainsi que les autorités provinciales et la communauté lendu ont demandé l'appui technique de la MONUSCO, à travers sa Section des Affaires civiles. Ainsi cette Section de la MONUSCO a travaillé sur une feuille de route et un plan opérationnel, pour la mise en œuvre des recommandations de la conférence intracommunautaire lendu de Kpandroma. Par rapport à la première thématique, à savoir, la redynamisation du climat de confiance entre les forces et services de sécurité et le peuple lendu, quatre séries de rencontres civilo-militaires ont

été organisées à Bunia, à Kpandroma, à Pimbo et à Masumbuko au mois d'octobre 2019 pour développer des mesures de rapprochement entre le peuple lendu et les FARDC.

Une série de dialogues pour rapprocher les communautés...

En rapport avec l'activité relative à la deuxième thématique portant sur le rôle de la communauté lendu pour rétablir la paix et la coexistence sociale à Djugu en incluant le message du chef de l'Etat, une campagne de sensibilisation a débuté le 16 octobre 2019 et s'est terminée le 21 novembre dernier. C'est après la signature d'un Acte d'Engagement de la Communauté lendu à travers lequel 460 élites et notables influentes de cette communauté se sont engagés à œuvrer pour une paix durable. Vingt-deux villages lendu ont ainsi été parcourus à travers le territoire de Djugu par des chefs coutumiers, des jeunes, des femmes leaders, des notables et certains députés nationaux originaires de ce territoire.

Cette campagne a considérablement contribué à susciter le retour massif des personnes déplacées dans les zones touchées par la violence, mais aussi à sensibiliser la communauté lendu, au niveau local, à se désolidariser des assaillants pour faciliter



Les participants au dialogue de paix entre communautés

leur neutralisation et le rétablissement de la confiance mutuelle entre les FARDC, la PNC et la communauté lendu. Un autre objectif de cette campagne était de restaurer la confiance mutuelle entre civils et militaires. Ces derniers, selon plusieurs témoignages, assimilaient les membres de cette communauté à des assaillants.

Ensuite, une deuxième campagne de sensibilisation des communautés a eu lieu du 19 au 21 novembre 2019, à Tchomia, toujours dans le territoire de Djugu, à une soixantaine de kilomètres de Bunia sous le format d'un dialogue intercommunautaire. La particularité était que ce dialogue a impliqué l'ensemble des communautés Lendu, Hema et Alur vivant sur le littoral du lac Albert, ainsi que les différents services de sécurité de l'Etat (Police et FARDC). Il visait à améliorer la gestion et la sécurisation du littoral, à travers les efforts de restauration de la confiance entamée entre

les populations locales et les forces de défense et de sécurité d'une part, et d'autre part à pacifier cette partie du territoire où s'observe depuis plusieurs mois une insécurité ayant causé mort d'hommes et déplacements massifs de populations.

...et sceller la paix le long du littoral du lac Albert

A l'issue des trois jours de ce dialogue, les participants ont pris des engagements pour une bonne gestion et sécurisation du littoral dans le territoire de Djugu. Ainsi, les FARDC / Force navale se sont engagées à assurer la sécurité et la protection des civils le long du littoral du lac Albert. De leur côté, le président de l'association des pêcheurs et les chefs de villages ont promis de coopérer avec les forces de sécurité. Fait important, les participants ont déclaré que certains déplacés avaient commencé à rentrer dans leurs villages. En conséquence, une délégation mixte composée des trois chefs de collectivités de Walendu Tasti, Walendu Djatsi et Bahema-Nord, des FARDC et de dix présidents des communautés de pêcheurs ont décidé de planifier une visite dans lesdits villages situés le long du littoral pour confirmer le retour dans leur milieu d'origine et assurer un retour harmonieux, responsable et inclusif pour une coexistence pacifique entre les communautés.

Le Ministre provincial de l'Agriculture, Pêches et Élevage, Guershom Dramani Pilo, qui représentait le Gouverneur de province, a invité de son côté les communautés qui vivent dans cette zone à capitaliser les acquis de ces assises pour ne pas saper les efforts fournis, en vue de rétablir la paix et la sécurité dans le territoire de Djugu.

En fin de compte, on retiendra de ce dialogue que les communautés vivant sur le littoral du lac Albert en Ituri s'engagent à œuvrer pour la paix, en vue de tirer profit des richesses dont regorge leur région. Ce dialogue intercommunautaire a réuni quelque 120 personnes, dont des chefs de collectivités des Lendu, Hema et Alur, des représentants des associations culturelles des trois groupes, des officiers de la Force navale des FARDC, des membres du Conseil de sécurité local ainsi que le Ministre provincial de l'Agriculture, Pêche et Élevage. Ces différents dialogues ont eu un impact sur la vie des communautés vivant à Djugu selon plusieurs observateurs. Notamment, le retour des déplacés à la suite de l'accalmie observée dans la région.

Pour Debon Mwisa des Affaires civiles de la MONUSCO – Bunia, facilitateur du dialogue intercommunautaire, « la communauté lendu a pris conscience que son implication est indispensable pour la réussite du processus de paix à Djugu. Une grande étape vient d'être franchie, celle de rapprocher le peuple Lendu et les services de sécurité, le retour des déplacés Lendu dans leurs villages d'origine et l'engagement pris par ce peuple de faire échec aux ennemis de la paix qui bâtissent leurs idéologies macabres sur des griefs communautaires ».

La MONUSCO elle, encourage la communauté Lendu à jouer franc jeu dans le processus de paix et appelle d'autres communautés, telles que les Nyali, les Mambisa, les Hema, les Alur ou les Ndo Okebo, à suivre cet exemple pour assurer l'inclusivité de ce processus de paix en vue d'une coexistence pacifique entre les populations locales. Elle les invite également à oublier les affres de la guerre qui ont affecté ce territoire ces dernières années et à tourner les regards vers la coexistence pacifique entre les communautés, clef du développement durable. ■

Kalemie : Plusieurs armes collectées par le bataillon indonésien de la MONUSCO sur les groupes armés

✎ Par Expédit Mwamba Mubi / MONUSCO



Le bataillon indonésien (INDORBD) a organisé 12 novembre 2019, dans sa base située à l'aéroport de Kahinda à Kalemie, une cérémonie de remise et reprise des armes et munitions collectées auprès des différents groupes armés au cours des opérations de protection des civils dans la province du Tanganyika. A titre symbolique, le colonel Dwi Sasongko, commandant de ce bataillon, a remis une arme au chef de bureau intérimaire de la MONUSCO, Leonidas Nkingiye, qui l'a remise à son tour au coordonnateur de la section Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR). C'était en présence du personnel civil, militaire et de la police du bureau de Kalemie ainsi que de l'UNMAS.

L'arsenal remis par le bataillon INDORBD était constitué d'un mortier de 60 mm, d'une mitrailleuse automatique, de 39 fusils AK-47, de 2 fusils de chasse calibre 12, cinq bombes, de 39 chargeurs, d'une grenade ainsi que des armes traditionnelles telles que des arcs et de flèches.

Le chef de bureau a.i. a loué le professionnalisme du bataillon indonésien, leur sens de responsabilité ainsi que la sympathie qu'il suscite auprès des populations du Tanganyika. Il a terminé son intervention en invitant tous

les combattants « à penser à l'avenir et aussi à la situation des membres de vos familles parce que ce n'est pas avec une arme que vous allez construire une école, que vous allez amener les humanitaires à construire des écoles, des centres de santé... Ce n'est pas avec une arme ou une armée que vous allez amener le gouvernement à construire des routes ».

Plusieurs actions, notamment les missions conjointes MONUSCO / partenaires locaux, les sensibilisations ainsi que l'exécution du programme civils-militaires indonésiens (CIMIC), ont conduit à la reddition de certains miliciens des groupes Mai-Mai, qui ont accepté de déposer les armes.

Le coordonnateur de la Section DDR a exprimé toute sa gratitude aux casques bleus indonésiens pour l'incalculable soutien qu'ils ont apporté à la mise en œuvre du programme DDR /CVR. Ces armes, qui ont été remises par les miliciens, seront détruites, a assuré un officiel avant de préciser que « nous n'attendons plus que l'ordre de notre hiérarchie ».

Noter que ce bataillon indonésien arrivé au terme de sa mission fait sa rotation fin novembre 2019. Au total 850 casques bleus dont 23 femmes ont assuré leur mission de protection des civils dans deux provinces, à savoir le Tanganyika et le Sud-Kivu. ■

L'ONU se félicite du plan d'action pour lutter contre les violences sexuelles par la Police nationale congolaise

Par Tom Tshibangu/MONUSCO



Pramila Patten, Représentante du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles en période de conflit

Les Nations Unies se sont félicitées, le 11 novembre 2019, de la signature par la Police nationale congolaise (PNC) d'un Plan d'action pour lutter contre les violences sexuelles en République démocratique du Congo (RDC).

« *L'objectif du Plan d'action est de mettre un terme aux violences sexuelles commises par des agents de la PNC, mais aussi de contribuer à la prévention et la réponse à la violence sexuelle en RDC, notamment par la lutte contre l'impunité et la protection des victimes et des témoins* », ont expliqué dans un communiqué conjoint la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Leila Zerrougui, et la Représentante du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Pramila Patten.

Le Plan d'action s'articule autour de six grandes priorités, à savoir : la prévention, la responsabilisation, la protection, le renforcement des capacités, la communication, le suivi et l'évaluation.

Un engagement contre l'impunité et les violences sexuelles

Selon les deux responsables, ce plan d'action représente une avancée significative dans la lutte contre les violences sexuelles liées au conflit et réaffirme les engagements pris par le Président

congolais, Félix Tshisekedi, et le nouveau Gouvernement de la RDC, pour prévenir et combattre ce fléau. Il réaffirme également l'engagement du Gouvernement de la RDC à faire en sorte qu'il ne puisse pas y avoir d'impunité pour ces crimes graves et souligne qu'il incombe aux commandants de prévenir et de sanctionner les violences sexuelles perpétrées par des éléments de la PNC.

« *La signature du Plan d'action est particulièrement importante au moment où la MONUSCO encourage les partenaires de la RDC à soutenir la professionnalisation des forces de sécurité* », a estimé Mme Zerrougui.

L'ONU propose son appui

La Cheffe de la MONUSCO a promis l'appui de la Mission au Secrétariat de la Commission qui a été créée pour superviser l'application du Plan d'action. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ce Plan feront l'objet d'un suivi dans le Rapport annuel du Secrétaire général sur

les violences sexuelles liées aux conflits.

Pramila Patten a invité le gouvernement congolais à prévoir un budget spécifique, approprié, pour soutenir efficacement la mise en œuvre du Plan et a encouragé les autorités nationales à fournir un appui supplémentaire à l'Unité spéciale de police pour les femmes et les enfants (PSPEF).

« *Je félicite le Président Tshisekedi et le nouveau gouvernement de continuer à faire de la lutte contre la violence sexuelle un pilier essentiel de leur stratégie visant à instaurer la paix et la stabilité dans les régions du pays touchées par le conflit, comme indiqué dans le communiqué conjoint signé entre l'ONU et le gouvernement en 2013* », a déclaré Mme Patten. « *Mon Bureau, en coordination avec la MONUSCO et ses partenaires internationaux, est prêt à fournir un appui technique, en vue de sa mise en œuvre intégrale et efficace, comme l'a demandé le gouvernement* ».

Le Plan d'action sur la lutte contre la violence sexuelle par la Police nationale congolaise a été signé le 5 novembre 2019 par le Vice-Premier Ministre et Ministre congolais de l'Intérieur, de la Sécurité et Affaires coutumières, après des mois de consultations avec notamment la Conseillère spéciale du Président pour la jeunesse, la parité des sexes et la violence à l'égard des femmes, et un plaidoyer intense de la MONUSCO. ■

Le Réseau des Femmes de la Police de la MONUSCO débourse plus de 20.000 \$US pour soutenir les femmes victimes de violences

Le Réseau des Femmes UNPOL de la MONUSCO (RFUM) dont la présidente, l'Officier de Police individuel Seynabou DIOUF, vient de recevoir le prix du Secrétaire Général des Nations Unies de la meilleure femme casque bleu de l'année 2019, soutient quotidiennement les femmes et les filles victimes de diverses formes de violence.

✂ Par UNPOL Mbaye Sady Diop, Tsahirou Mahamidou et Robertus Andy Kristianto / MONUSCO

Le RFUM a déboursé 2 400 dollars américains, de sa caisse, pour permettre d'organiser, dans toutes les localités de la République démocratique du Congo (RDC) où ses membres sont présents, des séances de sensibilisation à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Les femmes de la police des Nations Unies ont invité leurs sœurs congolaises victimes de violence à briser le silence en dénonçant les auteurs auprès des services compétents. Elles ont associé à cette célébration leurs collègues de la Police Nationale Congolaise (PNC), des acteurs de la justice et le corps médical.

Au cours de cette année 2019, le RFUM a apporté son soutien moral et matériel à diverses organisations féminines regroupant des victimes de violence. Selon la présidente, toutes les actions que mène le réseau qu'elle dirige, visent à favoriser l'autonomisation des femmes. Elle a rappelé qu'au mois de mars 2019, dix machines à coudre, déjà installées sur leur table, ainsi que du matériel de couture d'une valeur de 3 000 dollars américains, ont été remis aux femmes de la Coopérative Agricole du Nord-Kivu (CANOKI), à Rutshuru.

Cette même coopérative avait aussi reçu du RFUM 4 000 dollars américains pour le maraichage qui s'est vite développé et qui a permis à ses membres de se lancer dans l'agroforesterie

pour la préservation de l'environnement, avec la distribution depuis mai 2019 de 200 000 plantules.

A Kalemie, dans la province du Tanganyika, les femmes de la Police de la MONUSCO ont aussi investi dans l'agriculture pour soutenir un regroupement de femmes déplacées internes du camp « *cinquantenaire* », en leur donnant du matériel agricole et des semences.

A Uvira, dans la province du Sud-Kivu, la prison centrale a reçu du matériel et des produits d'assainissement à la suite d'une visite effectuée par la cheffe de secteur UNPOL, qui a constaté la situation déplorable dans laquelle se trouvaient ses « *sœurs* » en détention.

Dans d'autres localités comme Goma (Nord-Kivu), Bunia (Ituri) et Uvira (Sud-Kivu), plusieurs associations de femmes victimes ont bénéficié de formations portant sur la fabrication de savon liquide, suivies de remise de matériels d'un coût de plus de 6000 dollars américains.

Cette liste des réalisations du RFUM est loin d'être exhaustive. Le RFUM est aussi dans le conseil et l'assistance aux associations de femmes victimes de violences. Ces diverses activités n'entravent en rien les tâches qu'elles accomplissent, quotidiennement auprès de leurs collègues hommes dans le cadre du mandat de la Police de la MONUSCO. ■



Remise des machines à coudre aux femmes d'une coopérative



Cérémonie de remise d'une aide du RFUM

10 DECEMBRE 2019

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Thème



LES JEUNES SE MOBILISENT POUR LES DROITS DE L'HOMME

- Campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femme
- Campagne 1 jour, 1 droit
- Concours de dessin sur les droits de l'homme
- Causeries éducatives dans les écoles
- Conférence sur la masculinité positive
- Award Ceremony for Human Rights Defenders
- Remise du prix des droits de l'homme de la République française
- Village des droits de l'homme (visites, formations, animation musicale, prestations théâtrales)
- Marche de santé
- Expositions photos
- Projections cinématographiques
- Forums des droits humains
- Etc.

DU 25 NOVEMBRE AU 10 DECEMBRE 2019